

## **DELIBERATION**

### **OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE DE PERSONNEL AVEC LE CCAS DE PONTOISE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE**

**VU** le Code Général des collectivités territoriales,

**VU** le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L. 512-6 à L. 512-17 ;

**VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

**VU** l'avis favorable du Comité Social Territorial du 28 novembre 2025 ;

**VU** l'accord du fonctionnaire concerné ;

**OUI** l'exposé de Madame BELLEVILLE-DEWALLE, rapporteur,

**CONSIDÉRANT** qu'une commune peut décider la mise à disposition totale ou partielle de ses effectifs auprès d'une autre structure publique,

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article 2 II du décret n° 2008-580 précité, l'assemblée peut décider de l'exonération partielle ou totale, temporaire ou définitive, du remboursement de la rémunération et des charges sociales afférentes lorsque la mise à disposition intervient entre une collectivité et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché,

**CONSIDÉRANT** que le Programme de Réussite Éducative (PRE) vise à accompagner les enfants et adolescents rencontrant des difficultés scolaires, sociales ou familiales et qu'il est rattaché au CCAS,

**CONSIDÉRANT** que depuis le 1er janvier 2025, le poste de coordinateur du PRE a été transféré à la Ville, afin de permettre également le pilotage de la Cité Éducative, dont la Ville assure la responsabilité. La moitié de ses missions du coordinateur reste directement liée au PRE,

**APRÈS AVIS** de la Réunion de majorité en date du 4 décembre 2025 et de la Commission Ressources en date du 10 décembre 2025,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,**

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, A L'UNANIMITE**

**APPROUVE** qu'à compter du 1er janvier 2025, un agent de la Ville, occupant le poste de coordinateur du Programme de Réussite Éducative et de la Cité Éducative, est mis à disposition du CCAS à hauteur de 50 % de son temps de travail. La mise à disposition partielle est consentie sans contrepartie financière et pour une durée de trois ans. Elle peut être renouvelée de manière expresse par période n'excédant pas trois années.

**AUTORISE** la Vice-Présidente à signer à signer tout acte afférent à l'exécution de cette décision et notamment la convention jointe en annexe.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil d'administration.

Fait à Pontoise, le 27 JAN 2026

Certifié exécutoire  
Compte tenu de la transmission  
En Préfecture le  
De la Publication le

**Laëtitia BELLEVILLE-DEWALLE**

**Vice-Présidente**

